



# **CS Communication & Systèmes**

Comptes sociaux  
au 31 décembre 2012

## I. Bilan

<b>ACTIF</b> (en milliers d'euros)	Référence à l'annexe	<b>Au 31/12/2012</b> <b>Montant net</b>	<b>Au 31/12/2011</b> <b>Montant net</b>
Immobilisations incorporelles	3	15	27
Immobilisations corporelles	4	1	2
Immobilisations financières	5	66 542	76 532
<b>Actif immobilisé</b>		<b>66 558</b>	<b>76 561</b>
Clients et comptes rattachés	6	2 269	1 124
Autres créances	6	22 415	12 668
Disponibilités	7	988	689
Charges constatées d'avance		83	108
<b>Actif circulant</b>		<b>25 755</b>	<b>14 589</b>
Charges à répartir		0	0
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>92 313</b>	<b>91 150</b>

<b>PASSIF</b> (en milliers d'euros)	Référence à l'annexe	<b>Au 31/12/2012</b>	<b>Au 31/12/2011</b>
Capital social		6 307	31 533
Primes liées au capital		52 458	44 708
Réserve légale		3 153	3 153
Réserves statutaires et contractuelles		450	450
Autres réserves			
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		(9 770)	(17 476)
<b>Capitaux propres</b>	8	<b>52 598</b>	<b>62 368</b>
Provisions pour risques et charges	9	83	83
Dettes financières	10 - 11	19 763	15 490
Dettes d'exploitation	11	1 100	1 319
Dettes diverses	11	18 769	11 890
<b>Dettes</b>		<b>39 715</b>	<b>28 782</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>92 313</b>	<b>91 150</b>

## II. Compte de résultat

(en milliers d'euros)	Référence à l'annexe	Au 31/12/2012	Au 31/12/2011
Chiffre d'affaires	12	2 820	2 150
Reprises sur provisions, amortissements et transferts de charges		187	
Autres produits		1	9
<b>Produits d'exploitation</b>		<b>3 008</b>	<b>2 159</b>
Achats et charges externes		647	766
Impôts, taxes et versements assimilés		49	39
Charges de personnel		1 279	1 412
Dotations aux amortissements et provisions		13	11
Autres charges		75	46
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>2 063</b>	<b>2 274</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>945</b>	<b>(115)</b>
Produits financiers de participations		86	85
Autres intérêts et gains sur cessions de valeurs mobilières		197	615
Reprises sur provisions et transferts de charges		204	158
Gains de change		1	
<b>Produits financiers</b>		<b>488</b>	<b>860</b>
Dotations aux amortissements et provisions financières		10 000	929
Intérêts et charges financiers		755	580
Pertes de change		1	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières		48	121
<b>Charges financières</b>		<b>10 804</b>	<b>1 631</b>
<b>Résultat financier</b>	14	<b>(10 316)</b>	<b>(771)</b>
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>(9 371)</b>	<b>(886)</b>
Résultat exceptionnel	15	(405)	(16 840)
Intéressement et participation			
Impôts sur les bénéfices	16	6	250
<b>RESULTAT NET</b>		<b>(9 770)</b>	<b>(17 476)</b>

### III. – Tableau de flux de trésorerie

(en milliers d'euros)		Exercice 2012	Exercice 2011
Résultat net		(9 770)	(17 476)
Produits et charges n'ayant pas entraîné de flux de trésorerie :			
- Amortissements/dépréciations d'actifs immobilisés et provisions pour risques		9 898	(232)
- Plus ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés		14	(212)
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>(A)</b>	<b>142</b>	<b>(17 920)</b>
Variation du BFR	(B)	(4 207)	11 245
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>	<b>(A)+(B)=(C)</b>	<b>(4 065)</b>	<b>(6 675)</b>
Cession nette d'immobilisations corporelles et incorporelles			332
Investissement financier net		91	126
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>	<b>(D)</b>	<b>91</b>	<b>458</b>
Remboursement d'emprunts et nouveaux emprunts et crédits		4 525	4 766
Augmentation / (réduction) de capital			1
Action d'auto-contrôle et de régularisation des cours			
Dividendes versés			
<b>Flux de trésorerie de financement</b>	<b>(E)</b>	<b>4 525</b>	<b>4 767</b>
Divers	(F)		
<b>Variation nette de trésorerie</b>	<b>(C)+(D)+(E)+(F)=(G)</b>	<b>551</b>	<b>(1 450)</b>
Trésorerie en début de période	(H)	437	1 887
<b>Trésorerie de fin de période</b>	<b>(H)+(G)=(I)</b>	<b>988</b>	<b>437</b>

### IV. – Annexe aux comptes sociaux 2012

#### Note 1 – Faits caractéristiques de l'exercice

Le groupe a conclu le 27 avril 2012 un accord avec ses partenaires bancaires et financiers qui, moyennant divers nantissements de titres et de garanties, acte :

- le rééchelonnement et l'amortissement du prêt à moyen terme de 10,4 M€ du 15 juillet 2012 jusqu'au 30 janvier 2015 au plus tard ;
- le report de l'échéance du crédit relais de 5,4 M€ du 30 juin 2012 jusqu'au 31 décembre 2013 au plus tard ;
- l'ouverture de lignes confirmées jusqu'au 31 décembre 2013 de 19 M€ et de 8 M€ respectivement pour de nouveaux cautionnements et de nouvelles couvertures de change destinés principalement à la mise en œuvre de nouveaux contrats commerciaux ;
- la confirmation et l'aménagement de la convention d'affacturage avec Eurofactor, avec un plafond de financement de 14 M€ jusqu'au 31 décembre 2013 ;
- la confirmation et l'aménagement de la ligne de mobilisation de créances Loi Dailly accordée par OSEO, avec un plafond de financement porté à 17,5 M€ jusqu'au 30 juin 2013 ;
- La mise en place d'un concours bancaire garanti par les créances « Crédit Impôt Recherche » pour l'exercice 2011.

Le groupe a également obtenu le rééchelonnement jusqu'en septembre 2013 du solde (soit environ 7 M€) du moratoire fiscal et social qui lui avait été accordé en 2011.

L'assemblée Générale Mixte du 29 juin 2012 a décidé la réduction du capital social de 25 226 328 euros, le ramenant de 31 532 910 euros à 6 306 582 euros par voie de diminution de la valeur nominale de chaque action de 5 euros à 1 euro. La somme de 25 226 328 euros correspondant au montant de la réduction de capital a été affectée au compte « prime d'émission ».

Le 1er octobre 2012, CS a finalisé la cession de son activité « Transport ITS » à Sanef opérateur de service global et spécialiste des infrastructures de mobilité, pour une valeur d'entreprise de 15 M€. Cette opération concrétise le recentrage stratégique de CS et s'inscrit dans le processus de désendettement du groupe et de renforcement de ses fonds propres.

Le 31 décembre 2012, l'ensemble des titres CS Systèmes d'Information détenu par CS SA a fait l'objet d'une dépréciation complémentaire de 10 M€.

Compte tenu de nouveaux accords conclus le 5 juin 2013 avec les partenaires financiers et du processus engagé de renforcement des fonds propres (Cf. Note 22 – événements postérieurs à la clôture), le conseil d'administration a décidé d'arrêter les présents états financiers dans une perspective de continuité d'exploitation.

## **Note 2 - Règles et méthodes comptables**

Les comptes de l'exercice 2012 sont établis et présentés en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France selon le règlement 99-03 du Comité de la Réglementation Comptable ainsi qu'avec les avis et recommandations ultérieurs du Conseil National de la Comptabilité.

Les comptes consolidés de l'ensemble constitué par CS et ses filiales sont présentés par ailleurs.

L'établissement des états financiers, nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants qui figurent dans lesdits états financiers. Ces estimations peuvent être révisées en cas de changement dans les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations ou d'un surcroît d'expérience. Elles concernent principalement les tests de valeurs sur les actifs et les provisions.

### **a) Immobilisations incorporelles**

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles comprennent principalement :

- des brevets et licences, amortis sur leur durée de protection juridique ou sur leur durée effective d'utilisation si elle est plus brève ;
- des logiciels d'application, amortis sur 3 ans
- des fonds de commerce acquis. Les fonds de commerce ne sont pas systématiquement amortis mais font l'objet de dépréciation fonction du résultat du test de dépréciation annuel.

### **b) Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition), à leur coût de production ou valeur d'apport.

L'amortissement pour dépréciation est calculé selon la méthode linéaire, en fonction de la durée prévisible d'utilisation des biens. Il est tenu compte d'une valeur résiduelle lorsqu'elle est significative.

Les principales durées d'utilisation sont les suivantes :

<b>Immobilisations</b>	<b>Durée</b>
Constructions et aménagements	10 à 20 ans
Mobiliers administratifs	3 à 10 ans
Matériels d'entreprise et matériels de transport	4 à 5 ans
Matériels informatiques	3 à 7 ans
Autres immobilisations	1 à 5 ans

L'écart éventuel entre l'amortissement fiscal et l'amortissement pour dépréciation est porté au passif du bilan sous la rubrique des provisions réglementées.

### **c) Immobilisations financières**

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition ou leur valeur d'apport.

Les frais d'acquisition des titres sont incorporés au prix de revient des titres et sont amortis par le biais d'un amortissement dérogatoire.

Lorsque les titres de société sont acquis avec une clause de complément de prix dépendant des performances pluriannuelles futures de l'entreprise, la valeur d'inscription au bilan tient compte de cette estimation provisoire du complément de prix sous le poste "dettes sur immobilisations". Cette estimation est mise à jour à chaque arrêté annuel.

Les titres de participation sont dépréciés lorsque leur valeur d'inventaire, déterminée comme une valeur d'utilité, en fonction de l'actif net comptable ré-estimé, de la rentabilité et des perspectives d'avenir, s'avère inférieure au coût d'acquisition. Pour ce faire, la société compare la valeur nette des titres de participation à leur valeur actuelle obtenue selon un test de valeur. Cette valeur d'utilité est déterminée dans la perspective de continuité d'exploitation.

Le test de valeur a été conduit en utilisant une approche prévisionnelle fondée sur les flux de trésorerie futurs (méthode des "discounted cash-flows") :

- Les flux de trésorerie futurs d'exploitation résultant des prévisions budgétaires sur un horizon de 5 ans sont actualisés au taux (avant impôt) correspondant au coût moyen pondéré du capital.
- La valeur terminale a été estimée à partir du cash-flow libre reporté à l'infini en retenant une croissance perpétuelle.
- Les flux de trésorerie futurs reposent sur des données prévisionnelles (chiffres d'affaires, marges, ...) qui par nature ne peuvent être confirmées, et établies à partir d'hypothèses les plus probables à la date de leur établissement. Ces hypothèses sont susceptibles de ne pas rester valides tout au long de la période d'estimation et de prévision considérée. Des abattements ont été effectués sur la croissance des chiffres d'affaires et des résultats des plans détaillés établis par les équipes opérationnelles

Les prêts consentis dans le cadre de la participation obligatoire des employeurs à l'effort de construction sont dépréciés afin de ramener leur montant à leur valeur probable de réalisation.

#### **d) Créances et dettes**

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

#### **e) Provisions pour risques et charges**

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe, à la clôture de l'exercice, une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers, dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Y figurent notamment :

- les provisions pour restructuration qui couvrent, dès que ces mesures ont été décidées et annoncées avant la date de clôture, essentiellement les frais de licenciement, les préretraites, les coûts de fermeture d'exploitation, de mise au rebut d'immobilisations et autres actifs,
- les provisions pour charges, risques et pénalités,
- les provisions pour litiges prud'homaux et liés à des cessions d'actifs.

Les redressements fiscaux notifiés (ou en cours de notification) par l'administration ne font pas l'objet d'une provision lorsque la société estime que les points soulevés ne sont pas justifiés et lorsqu'il existe une probabilité suffisante de faire valoir le bien-fondé de sa position dans le contentieux en cours.

#### **f) Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs de placement sont inscrites au bilan pour leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire des titres (déterminée sur la base du cours moyen du mois de clôture pour les titres cotés et sur la base de la valeur probable de réalisation pour les autres valeurs) est inférieure au prix d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée.

Les actions propres détenues sont classées en valeur de placement lorsqu'elles sont acquises aux fins de régularisation des cours ou afin d'être transférées aux bénéficiaires de plan d'achats d'actions. Dans les autres cas, les actions auto détenues figurent en immobilisations financières.

#### **g) Produits et charges exceptionnels**

Les charges et produits exceptionnels sont constitués des éléments significatifs qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel ou de leur non-récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société, tels que plus ou moins-values liées aux cessions, charges de restructuration ou amortissements exceptionnels d'immobilisations.

Les coûts liés aux acquisitions et cessions de participations sont également classés sous cette rubrique.

Conformément aux principes comptables, toute dotation et reprise de dépréciation des titres d'une filiale est classée en résultat financier. Le gain ou la perte réalisée lors de la cession impacte le résultat exceptionnel.

#### **h) Engagements vis à vis du personnel**

La société a conclu fin 1998 un accord facultatif visant à prendre en charge une partie de la couverture médicale d'anciens salariés. Ce régime concerne des salariés mis à la retraite avant le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

Les salariés de la société ne bénéficient pas d'indemnité de départ à la retraite.

La société n'est engagée que dans un régime frais de santé à cotisations définies qui prévoit des versements auprès d'organismes habilités à gérer de tels fonds. Ces versements sont comptabilisés en charge de l'exercice.

#### **i) Instruments financiers**

Il n'est pas dans la vocation de la société de réaliser des opérations spéculatives. Aussi, divers instruments financiers, négociés avec des contreparties de premier rang, peuvent être utilisés pour réduire l'exposition aux risques de taux et de change.

Afin de réduire le coût financier de ses emprunts à moyen et long terme, la société gère son exposition au risque de taux d'intérêts afin, concernant l'endettement à taux variable, de se prémunir contre une augmentation des taux d'intérêts, et concernant l'endettement à taux fixe, de bénéficier d'une éventuelle diminution des taux d'intérêts. La société a utilisé jusqu'au 16 juillet 2012 un contrat d'échanges de taux (swaps de taux d'intérêts).

L'endettement résiduel est à très court terme et résulte des flux de trésorerie quotidiens. La stabilité et la modération actuelle des taux d'intérêts rendent la couverture inutile.

#### **j) Conversion des éléments en devises**

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros à la date de l'opération.

Les créances, disponibilités et dettes en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice, à l'exception des créances et des dettes faisant l'objet d'un contrat de couverture de change à terme qui sont converties au cours de couverture. La différence, résultant de l'actualisation des dettes et des créances en devises, est portée en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change sont couvertes par une provision pour risques.

#### **k) Consolidation**

En tant que société mère, la société prépare des comptes consolidés.

#### **l) Frais émission d'emprunt**

Les frais spécifiques à l'émission d'emprunts sont répartis sur la durée de l'emprunt.

### **Note 3 - Immobilisations incorporelles**

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Au 01/01/2012	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Au 31/12/2012
Concessions, brevets, licences	5 377		(5 336)		41
Autres	-				
<b>Total des valeurs brutes (a)</b>	<b>5 377</b>		<b>(5 336)</b>		<b>41</b>
	Au 01/01/2011	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Au 31/12/2011
Concessions, brevets, licences	5 355	36	(14)		5 377
Autres	-				-
<b>Total des valeurs brutes (a)</b>	<b>5 355</b>	<b>36</b>	<b>(14)</b>		<b>5 377</b>

<b>Amortissements et provisions</b>	Au 01/01/2012	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Au 31/12/2012
Concessions, brevets, licences	5 350	12	(5 336)		26
Autres	-				-
<b>Total des amortissements et dépréciations (b)</b>	<b>5 350</b>	<b>12</b>	<b>(5 336)</b>		<b>26</b>
<b>Valeurs nettes (a)-(b)</b>	<b>27</b>	<b>(12)</b>	<b>-</b>		<b>15</b>
	Au 01/01/2011	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Au 31/12/2011
Concessions, brevets, licences	5 355	9	(14)		5 350
Autres	-				-
<b>Total des amortissements et dépréciations (b)</b>	<b>5 355</b>	<b>9</b>	<b>(14)</b>		<b>5 350</b>
<b>Valeurs nettes (a)-(b)</b>	<b>0</b>	<b>27</b>	<b>-</b>		<b>27</b>

#### Note 4 - Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)

<b>Valeurs brutes</b>	Au 01/01/2012	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Au 31/12/2012
Mobilier et matériel de bureau et informatique	5				5
Autres	-				-
<b>Total des valeurs brutes (a)</b>	<b>5</b>				<b>5</b>
	Au 01/01/2011	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Au 31/12/2011
Mobilier et matériel de bureau et informatique	12	1	(8)		5
Autres	-				-
<b>Total des valeurs brutes (a)</b>	<b>12</b>	<b>1</b>	<b>(8)</b>		<b>5</b>

<b>Amortissements et provisions</b>	Au 01/01/2012	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Au 31/12/2012
Mobilier et matériel de bureau et informatique	3	1			4
Autres	-				-
<b>Total des amortissements et dépréciations (b)</b>	<b>3</b>	<b>1</b>			<b>4</b>
<b>Valeurs nettes (a)-(b)</b>	<b>2</b>	<b>(1)</b>			<b>1</b>
	Au 01/01/2011	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Au 31/12/2011
Mobilier et matériel de bureau et informatique	10	1	(8)		3
Autres	-				-
<b>Total des amortissements et dépréciations (b)</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>(8)</b>		<b>3</b>
<b>Valeurs nettes (a)-(b)</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>

#### Note 5 – Immobilisations financières

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2012	Au 31/12/2011
Titres de participation	131 382	131 419
Prêts	48	116
Dépôts et autres		
<b>Total</b>	<b>131 430</b>	<b>131 535</b>

La valeur d'acquisition des titres a été comparée avec leur valeur actuelle selon la méthode mentionnée à la note 2–c.

Le détail des titres de participation se trouve dans le tableau qui figure en note 21.

En ce qui concerne les actions d'autocontrôle, voir la note 7.

L'évolution du poste titre de participation est la suivante :

	Exercice 2012	Exercice 2011
<b>Valeur brute au 1er janvier</b>	<b>131 419</b>	<b>131 577</b>
Augmentation	-	-
Diminution	(37)	(158)
<b>Valeur brute au 31 décembre</b>	<b>131 382</b>	<b>131 419</b>
<b>Dépréciations au 1er janvier</b>	<b>54 987</b>	<b>54 715</b>
Dotations	10 000	430
Reprises	(112)	(158)
<b>Dépréciations au 31 décembre</b>	<b>64 875</b>	<b>54 987</b>

Le poste « prêts » est constitué essentiellement des investissements effectués dans le cadre de la participation des employeurs à l'effort de construction.

Les titres CS Systèmes d'Information ont fait l'objet d'une dépréciation complémentaire de 10 000 K€ au 31 décembre 2012. Le montant global de la provision pour dépréciation des titres CS Systèmes d'Information s'élève à 60 000 K€ au 31 décembre 2012.

#### Note 6 : Echancier des créances

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2012				Au 31/12/2011
	Montant brut	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Montant brut
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>					
- Prêts	48			48	116
- Autres immobilisations financières	0				0
<b>Créances d'exploitation :</b>					
- Clients	2 270	2 270			1 124
- Clients douteux	97		97		97
- Personnel et comptes rattachés					
- Etat et autres collectivités	18 609	85	18 524		12 200
- Groupe (comptes-courants)	3 822	3 806		16	483
- Débiteurs divers					
- Charges constatées d'avance	83	83			108
<b>Total</b>	<b>24 929</b>	<b>6 244</b>	<b>18 621</b>	<b>64</b>	<b>14 128</b>

#### Note 7 – Valeurs mobilières de placement

Les actions d'autocontrôle sont classées conformément aux principes décrits à la note 2-f.

L'évolution du poste est la suivante :

	Quantité	Valeur brute	En valeurs mobilières de placement
<b>Au 31/12/2010</b>	<b>226 190</b>	<b>3 686 387</b>	<b>3 686 387</b>
Acquisitions	132 575	540 737	
Cessions	(105 575)	(552 129)	
Transferts	(4 588)	(92 228)	
<b>Au 31/12/2011</b>	<b>248 602</b>	<b>3 582 767</b>	<b>3 582 767</b>
Acquisitions	233 790	698 559	
Cessions	(251 712)	(742 213)	
Transferts			
<b>Au 31/12/2012</b>	<b>230 680</b>	<b>3 539 113</b>	<b>3 539 113</b>

La valeur nette des actions propres détenues est fonction du cours moyen du mois de clôture. Les autres valeurs mobilières sont constituées de placements monétaires dont l'évaluation au bilan ne diffère pas de la valeur de marché.

Dépréciation des valeurs mobilières de placement :

En euros	Montant
<b>01/01/2011</b>	<b>2 453 651</b>
Augmentation	500 035
Diminution	0
<b>Au 31/12/2011</b>	<b>2 953 686</b>
Augmentation	
Diminution	88 766
<b>Au 31/12/2012</b>	<b>2 864 920</b>

## Note 8 - Capital social

(en euros)	En 2012		En 2011	
	En nombre	En valeur	En nombre	En valeur
<b>A l'ouverture</b>	<b>6 306 582</b>	<b>31 532 910</b>	<b>6 306 553</b>	<b>31 532 765</b>
Augmentation de capital :				
- Exercice de BSA			29	145
- Exercice de stock-options	-		-	-
Variation exercice (réduction capital)	-	(25 226 328)	-	-
<b>A la clôture</b>	<b>6 306 582</b>	<b>6 306 582</b>	<b>6 306 582</b>	<b>31 532 910</b>

Un droit de vote double est accordé lorsqu'il est justifié d'une inscription au nominatif au nom du même actionnaire depuis plus de deux ans.

L'assemblée Générale Mixte du 29 juin 2012 a décidé une réduction du capital social de 25 226 328 euros, ramenant ce dernier de 31 532 910 euros à 6 306 582 euros par voie de diminution de la valeur nominale de chaque action de 5 euros à 1 euro. La somme de 25 226 328 euros correspondant au montant de la réduction de capital a été affectée au compte « prime d'émission ».

### Variation des capitaux propres :

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2011	Affectation du résultat 2011	Augmentation de capital	Transfert 2011	Dividende Versé	Autres Mouvements	Résultat 2012	Au 31/12/2012
Capital social	31 533					(25 226)		6 307
Primes diverses	44 708	(17 476)				25 226		52 458
Réserve légale	3 153							3 153
Réserve indisponible	450							450
Autres réserves								0
Report à nouveau								0
Dividende versé								
Résultat	(17 476)	17 476					(9 770)	(9 770)
<b>Total</b>	<b>62 368</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(9 770)</b>	<b>52 598</b>
(en milliers d'euros)	Au 31/12/2010	Affectation du résultat 2010	Augmentation de capital	Transfert 2011	Dividende Versé	Autres Mouvements	Résultat 2011	Au 31/12/2011
Capital social	31 533							31 533
Primes diverses	46 671	(1 963)						44 708
Réserve légale	3 153							3 153
Réserve indisponible	450							450
Autres réserves	30 000	(30 000)						0
Report à nouveau	19 160	(19 160)						0
Dividende versé								
Résultat	(51 124)	51 124					(17 476)	(17 476)
<b>Total</b>	<b>79 843</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(17 476)</b>	<b>62 368</b>

Les caractéristiques essentielles des plans d'options de souscription et d'achats d'actions existant au 31 décembre 2012 sont les suivantes :

	Plan d'options d'achat 2003 - 1	Plan d'options d'achat 2003 - 2	Plan d'options d'achat 2004
Date du Conseil d'Administration	13/01/2003	05/09/2003	25/11/2004
Nombre maximum d'options offertes à l'origine	20 000	19 000	2 500
Options détenues par les mandataires sociaux au 31/12/2011	-		
Délai maximum d'exercice des options	13/01/2013	05/09/2013	25/11/2014
Prix de souscription ou d'achat	15,25	15,25	26,00
Options de souscription ou d'achat restant au 31/12/2011	18 700	4 000	2 500
Variation du nombre d'options au cours de l'exercice 2012	-	-	-
Options de souscription ou d'achat restant au 31/12/2012	18 700	4 000	2 500

La situation des Bons de Souscription d'Actions est la suivante :

	BSAR B
<b>Nombre de BSAR au 01/01/2012</b>	<b>164 993</b>
expirés au cours de la période	-
Exercés au cours de la période	-
<b>Nombre de BSAR au 31/12/2012</b>	<b>164 993</b>
Parité	1/1
Date de validité	09/12/2013
Prix d'exercice (€)	45,48

#### Note 9 : Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2011	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Au 31/12/2012
Litiges et risques divers	83				83
Risques sur filiales					
<b>Total</b>	<b>83</b>				<b>83</b>
	Au 31/12/2010	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Au 31/12/2011
Litiges et risques divers	596			513	83
Risques sur filiales	0				
<b>Total</b>	<b>596</b>			<b>513</b>	<b>83</b>

## Note 10 : Emprunts

Le financement du groupe a été redéfini par les termes de l'accord signé le 27 avril 2012, selon les termes ci-après sous réserve d'un renforcement des fonds propres consolidés devant intervenir d'ici à la fin de l'année 2012. L'ensemble des outils de financement est par conséquent considéré à court terme dans les comptes au 31 décembre 2012. Les échéances indiquées sont celles existantes au 31 décembre 2012 et ne tiennent pas compte du nouvel accord conclu le 5 juin 2013 (voir note 22) :

### 1. Emprunt MLT de 10,4 M€ :

- Modalités de remboursement :

L'accord avec les partenaires prévoit un rééchelonnement et des amortissements du 15 juillet 2012 jusqu'au 31 janvier 2015 au plus tard.

### 2. Ligne de crédit OSEO garantie par la créance 2010 « Crédit Impôt recherche » de 4,8 M€

- Modalités de remboursement :

Le 30 juin 2014 4 756 000 €

Soit la date d'encaissement effectif par l'emprunteur dudit crédit d'impôt.

### 3. Ligne de crédit OSEO garantie par la créance 2011 « Crédit Impôt recherche » de 4,6 M€

- Modalités de remboursement :

Le 30 juin 2015 4 607 000 €

Soit la date d'encaissement effectif par l'emprunteur dudit crédit d'impôt.

## Note 11 – Echancier des dettes

(en milliers d'euros)	Fin 2012	Dont à moins d'un an	Dont à plus un an	Fin 2011
Emprunt obligataire	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>	19 763	19 763	-	15 490
Emprunts et dettes financières diverses	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	366	366	-	726
Personnel et comptes rattachés	113	113	-	252
Sécurité Sociale et autres organismes	246	246	-	218
Etat et autres collectivités	374	374	-	123
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	-
Groupe (comptes courants)	18 524	-	18 524	11 705
Autres dettes <sup>(2)</sup>	246	246	-	185
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>39 632</b>	<b>21 108</b>	<b>18 524</b>	<b>23 030</b>

(1) Le montant indiqué en Emprunt et dettes auprès des établissements de crédit sont ceux existants au 31/12/2012 et ne tiennent pas compte du nouvel accord conclu le 5 juin 2013

(2) Sous cette rubrique figure la dette sociale et fiscale au 31 décembre 2012 de 138 K€ en principal, constituée de février à mai 2011 selon le plan d'étalement négocié le 29 avril 2011 et dont les remboursements s'échelonnent jusqu'en septembre 2013.

## Note 12 – Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires représente essentiellement les prestations de services facturées aux sociétés du Groupe.

**Note 13 – Personnel**

	2012	2011
Ingénieurs et cadres	2	2
Collaborateurs / employés	0	0
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>

(en milliers d'euros)	2012	2011
Rémunérations allouées aux organes d'administration	75	46
Rémunération allouées aux organes de direction :		
- Rémunérations	873	963
- Paiements sur base d'actions <sup>(1)</sup>		6

(1) Evaluation de l'avantage consenti sur la base de 1 938 actions livrées en avril 2011.

CS n'a consenti aux organes d'administration et de gestion ni avance ou crédit, ni contracté d'engagements pour leur compte (pension de retraite ou autres). Le conseil d'administration de CS, dans sa séance du 12 juillet 2005 a alloué à deux dirigeants une indemnité de départ en cas de révocation ou de non renouvellement des fonctions, suivis d'un départ définitif du groupe, sauf abus de biens sociaux ou volonté de nuire, égale à 150% de leur rémunération brute annuelle 2007 (rémunération forfaitaire ou rémunération fixe + variable à 100%). Ces indemnités sont subordonnées au respect de conditions de performance.

**Note 14 : Résultat financier**

(en milliers d'euros)	2012	2011
Dividendes et produits de filiales	86	85
Dépréciations/reprises d'immobilisations financières	(9 885)	(271)
Dépréciations/reprises de valeurs mobilières de placement	89	(500)
Autre résultat financier	(606)	(85)
<b>Total</b>	<b>(10 316)</b>	<b>(771)</b>

**Note 15 : Résultat exceptionnel**

(en milliers d'euros)	Cessions d'actifs	Filiales	Autres	Au 31/12/2012	Au 31/12/2011
Abandons de créance					(15 640)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion					14
Résultat exceptionnel sur opérations en capital	(14)			(14)	241
Reprises sur provisions					513
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			(391)	(391)	(1 968)
Dotations exceptionnelles sur provisions					
<b>Total</b>	<b>(14)</b>		<b>(391)</b>	<b>(405)</b>	<b>(16 840)</b>

Conformément aux principes comptables, les reprises de dépréciation sur titres de participations cédées sont comptabilisées en résultat financier.

En 2011, CS SA a consenti un abandon d'une partie de sa créance en compte courant en faveur de sa filiale CS Systèmes d'information pour un montant de 15.640.000 €.

Les charges exceptionnelles sur opérations de gestion correspondent essentiellement à des coûts et honoraires sur les restructurations engagées en 2012.

**Note 16 : Impôts sur les bénéfices**

Le montant de l'impôt sur les bénéfices se ventile comme suit :

(en milliers d'euros)	2012	2011
Produits à recevoir des filiales intégrées fiscalement	6	252
Charge d'impôt du groupe à verser		
Charge consécutive aux redressements fiscaux acceptés		
Autres		(2)
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>249</b>

**Groupe d'intégration fiscale**

La société mère a constitué un groupe d'intégration fiscale avec certaines filiales. Chaque société calcule et comptabilise sa charge d'impôts comme en l'absence de régime de groupe. L'éventuelle économie d'impôt qui pourrait résulter de l'application du régime bénéficiaire à la société mère CS Communication et Systèmes.

La société, en tant que mère du groupe fiscal, dispose d'un déficit fiscal indéfiniment reportable de 215 M€ en fin 2012.

**Note 17 : Charges à payer et produits constatés d'avance**

(en milliers d'euros)	2012	2011
<u>Charges à payer rattachées à des comptes de passif :</u>		
- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (intérêts)		89
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	142	492
- Dettes fiscales et sociales	99	303
- Dettes diverses	28	
<b>Total</b>	<b>269</b>	<b>884</b>
<u>Produits constatés d'avance</u>	-	-

**Note 18 : Eléments concernant les entreprises liées**

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011
<u>Bilan</u>		
Avances et acomptes sur immobilisations		
Participations en valeurs brutes	131 382	131 419
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Créances clients et comptes rattachés	2 270	1 221
Comptes courants et autres (actif)	3 822	473
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(77)	(71)
Comptes courants et autres (passif) (1)	(18 524)	(11 705)
<u>Compte de résultat</u>		
Dividendes reçus		
Autres produits financiers	206	592
Autres charges financières	(10 000)	
Abandon de créance reçu	-	-
Abandon de créance consenti (2)		(15 640)

(1) Au 31 décembre il s'agit de comptes courants d'intégration fiscale avec les filiales intégrées dans le Groupe CS dont les montants avec CS SI et Diginext correspondent intégralement aux créances de Crédit Impôt Recherche nées chez CS SI et Diginext en 2010, 2011 et 2012 remboursables respectivement en 2014, 2015 et 2016.

(2) En 2011 CS SA a procédé à un abandon d'une partie de sa créance en compte courant en faveur de sa filiale CS Systèmes d'information pour un montant de 15.640.000 €.

**Note 19 : Engagements hors bilan**

(en milliers d'euros)	2012	2011
<b>Engagements donnés :</b>		
Indemnités de départ en retraite et frais de santé des inactifs (cf. 2-h)	1 710	1 457
Crédit-bail mobilier (redevances restant à courir)	-	-
Crédit-bail immobilier (redevances restant à courir) (cf. 19-a)	-	-
Avals et cautions et engagements liés à l'exécution des marchés (hors avances reçues déjà comptabilisées)	-	-
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles - titres	33 402	38 501
Avals, cautions et garanties (cf. 19-b)	26 252	42 305
Autres garanties données		
Couvertures de taux d'intérêts - swaps (cf. note 10)		6 400
<b>Engagements reçus :</b>		
Avals, cautions et garanties	-	-
Abandons de créances avec clause de retour à meilleure fortune	15 640	15 640

**19-a** Informations en matière de crédit-bail : Néant

**19-b** Avals, cautions et garanties donnés

Dont :

(en milliers d'euros)	2012	2011
Garanties données antérieurement à l'accord du 5 mai 2011 sur lignes de financement Groupe	10 000	10 000
Garanties données ou reconduites dans le cadre de l'accord du 27 avril 2012 sur les lignes de financement, change, cautions et couverture matières de sa filiale CS SI	12 505	24 062
Garanties de loyer	3 747	8 243

**Note 20 – Locations immobilières simples**

Néant

**Note 21 – Filiales et participations**

Renseignements détaillés sur chaque filiale et participation dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société (en milliers €)	Capital	Capitaux propres, autres que le capital et le résultat de l'exercice	Quote-part du Capital détenue (en %)	Valeur nette comptable des titres détenus	Résultat du dernier exercice clos
1 - Filiales (détenues à plus de 50 %) :					
CS SI CS Systèmes d'Information	3 285	850	99,99	65 494	(1 614)
CS Electronics <sup>(1)</sup>	ND	ND	99,99	0	ND
2 - Participations (détenues entre 10 % et 50 %) :					

Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations :

	Filiales		Participations	
	françaises	étrangères	françaises	étrangères
- Valeur brute	129 687	318	1 377	0
- Valeur nette	65 494	0	1 013	0
Montant net des prêts et avances accordés	3 806	0	0	0
Montant net des prêts et avances obtenus	0	0	0	0
Montant des cautions et avals donnés (cf. note 19)	0	0	0	0

<sup>(1)</sup> CS Electronics est en liquidation judiciaire depuis 2001

## Note 22 : Evénements postérieurs à la clôture

Le groupe CS et la société CS SI ont conclu le 5 juin 2013 un accord avec ses partenaires bancaires et financiers qui prévoit, sous réserve de la réalisation de cette augmentation de capital avant le 15 août 2013 :

- le remboursement anticipé du Crédit Moyen Terme de 10,4 M€ à hauteur de 7 M€ (le solde du Crédit Moyen Terme, soit 3,4 M€, faisant l'objet d'un abandon de créance de la part des Banques) ;
- la mise en place d'une nouvelle ligne de cautionnements et d'une nouvelle ligne de couvertures de change, respectivement pour un encours maximum de 5 M€ et de 3 M€, utilisables jusqu'au 31 décembre 2015 ;
- l'octroi par OSEO à CS d'un prêt de 3 M€ ainsi que le financement du CICE 2013 ;
- le maintien des lignes de mobilisation de créances d'OSEO et Eurofactor, respectivement jusqu'au 30 juin 2014 et jusqu'au 31 décembre 2014, la ligne d'OSEO étant portée de 17,5 M€ à 20 M€ ;
- la constitution d'un nouveau moratoire fiscal et social de 5 M€, après le remboursement anticipé du solde du moratoire existant, soit environ 1,8 M€.

Le groupe CS et la société CS SI disposeront ainsi des moyens financiers nécessaires à la continuité de son exploitation et à la mise en œuvre de sa stratégie de développement.